



UPPSALA  
UNIVERSITET

DEPARTEMENT  
D'ANTHROPOLOGIE  
CULTURELLE ET  
D'ETHNOLOGIE



INSTITUT INTERNATIONAL  
POUR L'ENVIRONNEMENT  
ET LE DEVELOPPEMENT

# La décentralisation dans la pratique

Pouvoir, moyens de subsistance  
et dimension culturelle en  
Afrique de l'Ouest

Points forts  
de l'atelier  
2004

# **La décentralisation dans la pratique**

**Pouvoir, moyens de subsistance  
et dimension culturelle en  
Afrique de l'Ouest**

Points forts de l'atelier  
Uppsala, Suède  
Du 4 au 6 mai 2004

En collaboration avec  
Asdi et DANIDA

### **Programme Zones Arides de l'IIED**

Améliorer les conditions de vie des populations des zones arides de l'Afrique : c'est là l'objectif du Programme Zones Arides de l'IIED. Nos priorités consistent à :

- renforcer les capacités des populations locales à gérer leurs ressources de manière durable et équitable ;
- promouvoir des politiques et institutions qui garantissent des processus de prise de décisions participatifs ;
- intervenir dans des processus internationaux qui favorisent les besoins des populations des zones arides.

Avec différents partenaires d'Afrique et d'Europe, nous menons des recherches sur des thèmes politiques clés concernant directement les populations pauvres.

Pour en savoir plus sur le Programme Zones Arides, vous pouvez vous rendre sur le site [www.iied.org/drylands](http://www.iied.org/drylands). Vous pouvez également nous écrire à : IIED, 3 Endsleigh Street, London, WC1H 0DD, Royaume-Uni, ou nous contacter par email à [drylands@iied.org](mailto:drylands@iied.org), par téléphone au +44 (0) 207 388 2117 ou par fax au +44 (0) 207 388 2826.

### **Département d'Anthropologie Culturelle et d'Ethnologie, Université d'Uppsala, Suède**

Le Département d'Anthropologie Culturelle et d'Ethnologie de l'Université d'Uppsala, en Suède, bénéficie d'une longue tradition de recherche ethnographique internationale. Les doctorants et chercheurs du Département travaillent sur des thèmes critiques dans le monde actuel. Nous sommes reconnus internationalement pour :

1. nos projets de recherche couronnés de succès ;
2. des projets en Afrique, en Asie et en Amérique, qui se concentrent sur la construction de l'identité (politique, sociale, culturelle, ethnique, de genre), les médias, les traditions et le changement, la résolution de conflits au niveau local, les droits fonciers, la religion et le symbolisme, et la pauvreté ;
3. l'environnement de recherche intitulé *Living Beyond Conflict* (LBC) qui se concentre sur différents aspects théoriques et appliqués de la résolution de conflits et de la gestion post-conflit dans les pays en développement ;
4. nos travaux dans les régions avoisinant les pôles, qui consistent à étudier la gestion des ressources communes, les politiques identitaires et les thèmes concernant les connaissances et les droits endogènes ;
5. de nombreux contrats de consultation nationaux et internationaux ;
6. une collaboration de premier plan en matière de recherche, avec d'autres départements d'anthropologie de renommée internationale.

Pour en savoir plus, consultez notre site web [www.antro.uu.se/english.html](http://www.antro.uu.se/english.html) ou écrivez-nous à Box 631, SE-751 26 Uppsala, Suède. Vous pouvez aussi nous contacter par téléphone au +46 18 471 2213 ou par email à [Kursadm@antro.uu.se](mailto:Kursadm@antro.uu.se).

L'atelier international sur la **Décentralisation dans la pratique**, co-organisé par le Département d'Anthropologie Culturelle et d'Ethnologie de l'Université d'Uppsala et le Programme Zones Arides de l'IIED, s'est déroulé à Uppsala, en Suède, du 4 au 6 mai 2004. Plus de cinquante délégués y ont participé, issus d'institutions très diverses telles que les universités de Bamako (Mali), Ouagadougou (Burkina Faso), Douala (Cameroun), Roskilde (Danemark) et Stockholm, Gothenburg et Uppsala (Suède). Des instituts de recherches politiques du Sahel et d'Europe, notamment le LASDEL (Niger), le CEK Kala-Saba (Mali), l'ACE-RECIT (Burkina Faso), l'Observatoire de la décentralisation et le Partenariat pour le développement municipal (Bénin), l'Institut nordique pour l'Afrique (Suède) et l'IIED (Royaume-Uni) ainsi que des organisations bilatérales et multilatérales d'aide et de développement (Asdi, FAO, Agence de coopération suisse) y ont aussi participé. L'Agence suédoise de développement international (Asdi) et l'Agence danoise de développement international (DANIDA) ont financé l'atelier dans le cadre de leur soutien au programme régional de l'IIED intitulé *Réussir la décentralisation*.

Par le biais de présentations et d'une discussion en séance plénière, les participants à l'atelier ont débattu des facteurs qui déterminent comment les engagements politiques en faveur de systèmes gouvernementaux décentralisés fonctionnent dans la pratique et leurs effets sur les stratégies de subsistance des populations locales. L'atelier a démontré en quoi les processus de décentralisation en Afrique de l'Ouest sont essentiellement politiques et exigent un profond recentrage des relations de pouvoir entre les différents acteurs à différents niveaux, et que, pour comprendre ces processus, il faut prendre en compte à la fois les stratégies de subsistance et la dimension culturelle. Durant les deux journées et demie qu'a duré l'atelier, vingt articles ont été présentés et ont permis d'animer un débat axé sur cinq domaines thématiques :

- Contexte et enjeux de la décentralisation en Afrique de l'Ouest
- Décentralisation, institutions et pouvoirs locaux
- Participation, citoyenneté et gouvernance
- Décentralisation et gouvernance des ressources naturelles
- Décentralisation en Suède.

Dans ce document, nous présentons les points forts de l'atelier, en nous concentrant uniquement sur les principales questions soulevées par les documents et le débat qui a suivi les présentations. Le CD-ROM joint contient la version intégrale des contributions présentées à l'atelier. Le lecteur pourra également se les procurer à partir du site [www.iied.org/drylands](http://www.iied.org/drylands).

## POUR PLANTER LE DECOR

Margareta Fahlgren, doyenne de la Faculté des Arts de l'Université d'Uppsala, a ouvert l'atelier en souhaitant la bienvenue aux participants. Elle a souligné à quel point il est important d'adopter une optique culturelle pour approfondir notre analyse et notre appréciation des questions complexes qui interviennent dans la société d'aujourd'hui.

Sten Hagberg, dans son discours d'ouverture, a expliqué comment les vagues successives de décentralisation qui ont balayé l'Afrique de l'Ouest au cours des quinze dernières années trouvent leurs origines dans une plus grande réceptivité au besoin de démocratie, qui débouche souvent sur des conférences nationales (voir aussi l'article présenté par Charles Mback).

La décentralisation est devenue un moyen par lequel il s'avère possible de mettre un terme à la concentration excessive des décisions politiques aux plus hauts échelons de l'Etat. Pourtant, trop peu d'attention a été accordée aux pratiques de décentralisation. Au lieu de décrire comment la décentralisation *doit* ou *devrait être* ou, lorsque des problèmes surviennent, comment elle *aurait dû être*, il serait bon de se concentrer sur l'exercice quotidien plus banal de délégation de pouvoir. Et c'est

cette attention au détail qui révèle en quoi, dans la pratique, la décentralisation doit s'attaquer aux dimensions politiques, économiques et culturelles actuellement en jeu dans les arènes politiques locales de toute l'Afrique de l'Ouest.

La décentralisation, pour pouvoir être propice à tous les citoyens et à la nation, exige une redistribution radicale du pouvoir et des responsabilités de l'Etat à ses citoyens. Les cadres institutionnels fournis par la législation et les politiques nationales sont importants, en ce sens qu'ils délimitent concrètement les rouages de la délégation de pouvoir. Mais ils ne suffisent pas. Il doit exister un véritable engagement de la part de ceux qui sont au pouvoir à abandonner le contrôle et à transférer des ressources et une autorité respectable à des échelons inférieurs de prise de décision. Quant aux citoyens, ils doivent s'approprier véritablement le processus et "prendre les rênes" de façon responsable et équitable selon leurs valeurs, en aiguisant leurs compétences et avec assez d'assurance pour que leurs chefs leur rendent des comptes.

### POUR PLANTER LE DÉCOR

#### Articles présentés

- **Discours d'ouverture : *Political, Economic and Cultural Practices of decentralisation in West Africa* par Sten Hagberg**
- **Présentation du programme de l'IIED *Réussir la décentralisation* par Ced Hesse et Bara Guèye**

Le succès de la décentralisation dépend aussi du degré suivant lequel les collectivités locales peuvent appliquer des principes de bonne gouvernance et fournir à leurs électeurs des services adéquats moyennant un bon rapport coût-efficacité. Toute contre-performance dans l'un ou l'autre de ces domaines compromettra la légitimité du processus de décentralisation en Afrique de l'Ouest et son aptitude à contribuer au progrès de la démocratie et à la réduction de la pauvreté dans la région. Il existe des dimensions culturelles associées à la décentralisation dont il convient de tenir compte. La décentralisation pourrait rendre possible une ré-appropriation non seulement des ressources locales mais encore des identités et des valeurs culturelles locales. Elle pourrait aussi donner le jour à des conventions locales inspirées des règles et institutions locales.

La refonte des relations entre l'Etat et la société promue par la décentralisation n'est pas seulement une manifestation du pouvoir mais elle concerne les liens fondamentaux entre les citoyens et l'Etat. Elle présente de nouvelles manières de s'approprier l'Etat post-colonial localement et, à cet égard, la dimension culturelle de la décentralisation a besoin d'un nouveau stade de conceptualisation. Un examen plus poussé et une analyse rigoureuse des rouages de la décentralisation dans la pratique au quotidien sont essentiels pour veiller à ce que la théorie devienne réalité.

Cette session introductive s'est achevée sur une présentation du programme *Réussir la décentralisation* de l'IIED, financé par l'Asdi et DANIDA. En reconnaissance des dimensions politiques et sociales qui contribuent à la pauvreté et à l'exclusion sociale, notamment au niveau local, la Phase 1 du programme (2000-2004) s'est axée sur deux axes pivots : la conception d'une série d'outils et de méthodes visant à renforcer les processus de responsabilisation et d'inclusion sociales des collectivités locales ; et l'établissement de mécanismes durables pour un débat approfondi et une influence politique au niveau local, national et régional. Une deuxième phase de travail est en préparation afin de consolider et d'étoffer les activités.

## SESSION 1 : Contexte et enjeux de la décentralisation en Afrique de l'Ouest

La décentralisation n'est-elle qu'un autre engouement passager du monde en développement, imposé aux Africains par les bailleurs et les institutions financières de l'occident comme une condition préalable à l'aide ? Cela explique-t-il pourquoi la décentralisation est si lente à prendre racine dans bon nombre de pays ouest-africains, comme maints observateurs d'Afrique voudraient nous le faire croire ? Il n'en est rien, soutient Charles Mback qui argue qu'indépendamment de la question de savoir s'il y a eu ou non des pressions extérieures, la société civile et les parties politiques d'opposition ont su se faire entendre pour exiger une refonte radicale des relations entre l'Etat et ses citoyens. Ces doléances ont culminé, à la fin des années 1980, en une série de conférences nationales qui ont fait suite à des périodes de conflits sociaux et d'instabilité politique.

### CONTEXTE ET ENJEUX DE LA DÉCENTRALISATION EN AFRIQUE DE L'OUEST

#### Articles présentés

- *Conférences nationales et décentralisation : participation locale en Afrique* par Charles Nach Mback
- *Les opportunités des rendez-vous manqués des processus de décentralisation en Afrique de l'Ouest* par Antoine R. Sawadogo
- *De la démocratisation à la décentralisation : état des lieux d'un processus encore inachevé* par Saidou Halidou

Saidou Halidou va encore plus loin et soutient que la plupart des gouvernements sahéliers ne pouvaient faire autrement que d'adopter la décentralisation étant donné l'échec total d'une série de modèles de gouvernance qui confiaient des pouvoirs forts à un Etat central et souvent unipartite, pour apporter la prospérité et la paix à la région. Il ne s'agit plus de décider si la décentralisation est une option, mais plutôt de savoir comment la mettre en œuvre dans la pratique pour qu'elle puisse réaliser tout son potentiel. Toutefois, lui et Antoine Sawadogo s'accordent pour dire

que c'est loin d'être une tâche aisée et mettent en lumière un certain nombre d'enjeux. Parmi les principaux figurent l'interaction entre autorités coutumières et organes gouvernementaux nouvellement élus et l'idée que la décentralisation doit impérativement s'attaquer à la pauvreté pour faire la différence. Comme l'a déclaré un participant, *"la décentralisation ne nourrit pas son homme"*. Une condition préalable fondamentale, toutefois, est que l'Etat sache créer un environnement qui puisse habiliter les citoyens à trouver des réponses collectives à leurs besoins et leurs problèmes de développement, en concevant des lois et des institutions adaptées aux spécificités locales.

Les présentations ont suscité un débat animé. L'une des questions soulevées concernait les deux opinions distinctes que les gens se font de la décentralisation. D'un côté, il y a les réformistes et les idéalistes,

tandis que de l'autre côté, on trouve les cyniques. Pourtant, cette dichotomie semble ignorer le lien qui existe entre les forces locales et les forces extérieures en présence. Comment la relation entre "le local" et "le central" est-elle politiquement arbitrée et dans quelle mesure est-ce simplement l'ancienne élite politique qui redirige l'attention sur "le local" ?

## **SESSION 2 : Décentralisation, institutions et pouvoirs locaux**

Hubert Ouédraogo s'est penché sur le problème des légitimités locales et a considéré la place des chefs coutumiers dans la décentralisation. S'inspirant d'exemples burkinabé, il affirme que les chefs sont profondément impliqués dans les politiques de décentralisation et que nombre d'entre eux ont même participé aux élections pour devenir maires. La participation des autorités coutumières dans ces arènes politiques nouvellement créées représente, d'après Ouédraogo, une appropriation du processus démocratique par la "vieille garde" qui revient à priver les villageois de leurs droits civils de citoyens.

L'article de Mats Hårsmar considère le double jeu des organisations paysannes du plateau de Mossi dans le centre du Burkina Faso. En règle générale, ces organisations se caractérisent par un leadership qui tire sa légitimité de ses liens avec les autorités coutumières tout en prétendant respecter les principes de la démocratie occidentale afin de garantir le financement et le soutien de l'hémisphère nord.

Syna Ouattara met en exergue la question de l'insécurité par une présentation sur l'émergence du mouvement des chasseurs *dozow* en Côte d'Ivoire (et en d'autres lieux d'Afrique de l'Ouest). Mais au lieu de se contenter de considérer le contexte politique des *dozow*, Ouattara s'attache à la façon dont leurs pouvoirs spirituels et politiques sont aujourd'hui représentés dans le discours

### **DÉCENTRALISATION, INSTITUTIONS ET POUVOIRS LOCAUX**

#### **Articles présentés**

- *Décentralisation et pouvoir traditionnel : le paradoxe des légitimités locales* par Hubert Ouédraogo
- *The dual character of local power structures: peasant organisations in Burkina Faso* par Mats Hårsmar
- *Société civile, Etat et pouvoir à l'heure de la décentralisation : le cas de l'association des Dozow en Côte d'Ivoire* par Syna Ouattara
- *Local powers awaiting decentralisation (Niger)* par Jean-Pierre Olivier de Sardan
- *Democratisation and decentralisation process in Niger: the black box of local party politics* par Erik Hahonou
- *Political dimensions of Sida's support to decentralisation in West Africa : personal comments* par Helena Bjuremalm



public en Côte d'Ivoire. Jean-Pierre Olivier de Sardan rend compte des travaux réalisés par une équipe du LASDEL qui a observé la décentralisation dans 15 sites d'étude au Niger. Un certain nombre de tendances ressortent de cette étude à l'échelle nationale, y compris la diversité des situations locales, les défis que présente la chefferie coutumière, les questions foncières et les ambiguïtés qui gravitent autour des "projets". Olivier de Sardan indique également que le débat public local sur la décentralisation s'est intensifié avec la participation de l'élite cultivée désireuse d'obtenir une plate-forme politique en préparation des futures élections locales. Erik Hahonou vient conforter l'étude de cas nigérienne avec une analyse des partis politiques locaux en faisant particulièrement référence au "nomadisme politique". Ce que l'on a baptisé localisme (c.à.d. qui appartient à la localité) plutôt qu'un positionnement politique entre partis politiques semble caractériser la politique locale au Niger. Mais pour tenter de trouver des solutions consensuelles, des groupes marginalisés et serviles continuent d'être court-circuités par le processus politique. L'étude de cas nigérienne souligne aussi le fait que la décentralisation est à différents stades de mise en œuvre. Malgré des années de débat, les agents du développement, les politiciens et autres acteurs de premier plan, y compris les chercheurs, "attendent toujours que la décentralisation se produise". L'article d'Helena Bjuremalm sur l'analyse du pouvoir par l'Asdi en Afrique de l'Ouest résume certains des principaux résultats de la stratégie suédoise en Afrique de l'Ouest.

### **SESSION 3 : Participation, citoyenneté et gouvernance**

Pour que la décentralisation donne des résultats de manière efficace, il faut donner des droits aux citoyens et développer leur capacité à

participer pleinement au processus de prise de décision. Dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, nombre d'initiatives ont été prises pour fournir aux citoyens les outils et méthodes pour les aider à améliorer leur participation. Il peut s'agir de budgétisation participative par les autorités locales au Sénégal et au Mali (Bara Guèye et Ousmane Samaké) ou encore de la conception d'un programme de formation en *pulaar* sur le pastoralisme au Sahel afin de permettre aux communautés

pastorales et agropastorales de mieux comprendre la logique de leurs systèmes de subsistance et de la communiquer aux autorités locales et

#### **PARTICIPATION, CITOYENNETÉ ET GOUVERNANCE** Articles présentés

- *Democratisation and "civil society" in a West African village (Guinea-Bissau)* par Lars Rudebeck
- *Pastoralisme et décentralisation* par Oussouby Touré
- *Giving pastoralists a voice* par Ced Hesse
- *Autogouvernance et décentralisation : problématique de la participation citoyenne* par Ousmane Samaké
- *Budget participatif* par Bara Guèye

nationales (article de Ced Hesse). Mais, comme le remarquent Ousmane Samaké et Oussouby Touré, le succès de ces outils est fortement tributaire de la “représentativité” et de la légitimité des élus et du niveau de pouvoir et de responsabilité que l’administration centrale est prête à leur déléguer, notamment pour la gestion des terres et autres ressources naturelles. Lars Rudebeck, tout en soulignant le rôle que les organisations de la société civile peuvent jouer dans le renforcement des capacités des communautés locales afin d’exiger une plus grande implication dans la prise de décision, met en garde contre les dangers que présente l’instauration d’une relation patron-client entre ces acteurs, qui est susceptible d’empêcher une véritable décentralisation du processus de démocratisation.

#### **SESSION 4 : Décentralisation et gouvernance des ressources naturelles**

Dans la majeure partie de l’Afrique de l’Ouest, les ressources foncières et naturelles constituent la principale source de moyens de subsistance pour une forte proportion de la population rurale. Dans plusieurs pays, la décentralisation implique le transfert des responsabilités de gestion des ressources naturelles aux collectivités locales. Ceci engendre de nouvelles opportunités pour un accès sûr et équitable aux ressources et pour leur gestion durable, en rapprochant “gestionnaires” et “utilisateurs”. Toutefois, cela crée aussi de nouvelles possibilités d’appropriation des ressources et de “quête de loyer” par les élites locales. En outre, les autorités locales nouvellement établies doivent se familiariser avec une foule d’institutions locales préexistantes qui sont déjà impliquées dans la gestion du foncier et des ressources. Il est vital d’aborder ces questions de façon positive pour que la décentralisation fasse vraiment une différence dans la vie quotidienne des citoyens.

Ce sont là certaines des questions évoquées durant cette session de l’atelier. D’un côté, Serigne Mansour Tall présente un outil – les “conventions locales” – dont les collectivités locales et autres acteurs locaux peuvent se servir pour gérer les ressources sur la base de règles bien établies et d’une manière durable et équitable. D’un autre côté, Moussa Djiré explore le comportement opportuniste et intéressé de différents intervenants (qu’il s’agisse d’agents du gouvernement ou d’élus locaux) durant la vente publique de terres détenues par une commune dans la banlieue de Bamako. Si le premier document permet d’entrevoir tout le potentiel positif que recèle la décentralisation, le second met en garde contre le risque de voir la décentralisation se traduire par une “délégation de l’incurie”.

## DÉCENTRALISATION ET GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES

### Articles présentés

- *Mythes et réalités de la gouvernance locale : l'horizon indéterminé de la décentralisation au Mali* par Moussa Djiré
- *Decentralisation by default: local suppliers and re-traditionalisation of regulation in the wake of privatisation of water provisioning in Kano, Nigeria* par Gunilla Andrae
- *Conventions locales* par Serigne Mansour Tall

S'appuyant sur une étude de cas menée au Nigeria, Gunilla Andrae montre comment les manquements de l'Etat en matière de prestation de services et la multiplicité des institutions et des prestataires locaux (tant formels qu'informels) peuvent donner naissance à une "décentralisation par défaut" même lorsque la décen-

tralisation n'est pas expressément ancrée dans un cadre réglementaire. Enfin, Paul Mathieu élargit la portée du débat sur la décentralisation en parlant de "déconcentration" et il analyse l'expérience des Commissions foncières au Niger.<sup>1</sup> Celles-ci démontrent comment des accords institutionnels de faible coût au niveau local peuvent s'imposer comme des mécanismes relativement efficaces pour la gestion et l'administration foncières là où elles permettent la transparence et la participation locale.

## SESSION 5 : La décentralisation en Suède

Le maire d'Uppsala, John-Erik Thun, a fait une présentation très intéressante sur le mode de fonctionnement des collectivités locales dans la pratique à Uppsala. Malgré les nombreuses différences entre la Suède et l'Afrique de l'Ouest, l'exposé de Thun a toutefois confirmé que l'on retrouve maints problèmes et défis d'une nature semblable, y compris les difficultés que pose la perception des impôts locaux, le conflit potentiel associé à la définition et la formalisation des frontières territoriales et les relations souvent délicates avec l'administration centrale.

---

1. L'article de Paul Mathieu ne figure pas sur le CD ROM ci-joint, mais vous pouvez vous le procurer en contactant Paul Mathieu à : [Paul.Mathieu@fao.org](mailto:Paul.Mathieu@fao.org)

## SESSION 6 : Quel avenir pour la décentralisation en Afrique de l'Ouest ?

Il ne fait aucun doute que la décentralisation est une politique crédible et appropriée pour appuyer la réduction de la pauvreté et le développement socio-économique en Afrique de l'Ouest. Mais son avenir dépend d'un certain nombre d'enjeux majeurs débattus par tous les participants au cours de la dernière session de l'atelier.<sup>2</sup> Certains de ces enjeux sont repris ici.

**Le financement est primordial.** Dans la pratique, la légitimité des processus de décentralisation en Afrique de l'Ouest repose largement sur le fait que les collectivités locales doivent engendrer des différences concrètes dans la vie des populations. Dans l'immédiat, les gens veulent voir une amélioration des services de santé, de l'éducation, de la commercialisation, de l'emploi, de l'eau, etc. ; sinon, en quoi les collectivités locales seraient-elles différentes des systèmes centraux ? Or, assumer le coût des développements locaux constitue un véritable casse-tête. Le financement externe par les pays donateurs n'est pas une solution. Non seulement il ne fait rien pour renforcer les capacités locales en termes de mobilisation des ressources, mais encore il renforce souvent la relation patron-client entre le bailleur et le pays d'accueil et, dans certains cas, il creuse les divisions politiques et ethniques à l'intérieur d'un pays.

Les programmes de **coopération décentralisée**, qui nourrissent de véritables partenariats Nord-Sud pour renforcer les capacités de gouvernance démocratique et d'entrepreneuriat, peuvent s'avérer utiles et il convient de les encourager. Toutefois, sans pour autant dénigrer l'idée, plusieurs participants ont signalé que les expériences pratiques dans ce sens se sont révélées négatives. Un domaine de soutien clé serait d'aider les collectivités locales à concevoir des moyens de lever des fonds localement, notamment dans les régions plus aisées d'un pays. Le problème n'est pas tant un manque d'argent que des systèmes fiscaux inadaptés, un manque de responsabilisation financière, des attitudes locales négatives envers le paiement d'impôt et la viabilité économique de certains conseils ruraux.

**Les relations de pouvoir sont déterminantes.** La décentralisation est une lutte de pouvoir entre différents groupes d'intérêt. Il ne s'agit pas simplement d'une question technique ou institutionnelle. La mise en œuvre de la décentralisation a entraîné la réapparition des élites locales et des autorités coutumières parce que les populations locales reviennent à leurs références culturelles pour appuyer ou faire valoir

---

2. Voir aussi commentaires par Déo Nyamusenge sur le CD ROM.

leur revendication de pouvoir. Dans certains pays, les partis politiques dominants ont réussi à se servir de la décentralisation pour infiltrer l'administration locale et contrôler tous les aspects de la vie publique, jusqu'au niveau du village, ce qui ne fait que mieux asseoir leur pouvoir et priver les citoyens de véritables choix démocratiques. L'**exclusion** de certaines catégories, notamment les femmes, dans les affaires publiques illustre clairement la partialité du pouvoir et constitue un défi sociétal majeur pour une grande partie de l'Afrique de l'Ouest. A noter que la discrimination positive par le biais de l'obligation légale d'employer un nombre minimum de femmes à des fonctions publiques semble avoir un certain succès dans certains pays.

**Exploiter la dimension culturelle de la décentralisation** est indissociable de sa réussite. Si les réformes liées à la décentralisation offrent un laboratoire inespéré pour observer et comprendre la dynamique des politiques locales en Afrique de l'Ouest et en quoi elles contribuent à l'apparition d'une nouvelle élite et d'une nouvelle culture politique, ces processus ne bénéficient pas nécessairement aux citoyens ordinaires. La décentralisation telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui dans la majeure partie de l'Afrique de l'Ouest n'est souvent rien de plus qu'une réinvention de la tradition aux termes de laquelle les chefs, notamment les chefs de canton, exploitent les réformes pour consolider ou renforcer leurs pouvoirs.

Combattre cette tendance est une affaire complexe, hautement politisée et pilotée par des facteurs culturels. Et pourtant, les dimensions culturelles de la décentralisation et ses liens avec les pouvoirs locaux et nationaux restent en grande partie inexplorés. Que se passe-t-il dans le processus d'appropriation de la décentralisation ? Comment les pouvoirs locaux peuvent-ils être exploités pour agir comme contrepoids afin d'exercer un contrôle sur les élus ? Comment les citoyens perçoivent-ils leurs relations avec l'Etat et avec la communauté locale ? Bien que ces questions aient été débattues durant l'atelier, les participants ont reconnu qu'il fallait des travaux complémentaires sur les dimensions culturelles du changement social et politique qui découle de la délégation des pouvoirs et du transfert des ressources aux élus locaux.

## Réussir la décentralisation

La décentralisation offre de réelles opportunités pour les populations locales d'avoir leur mot à dire dans les décisions qui affectent leur vie quotidienne. Mais ces opportunités seront-elles saisies ? L'IIED, avec un ensemble d'organisations partenaires, aspire à *réussir la décentralisation* au service du développement et de la réduction de la pauvreté à travers une gestion plus équitable et durable des ressources naturelles dont dépendent les conditions de vie des populations pauvres. Le programme est une réaction à un changement important de politique des gouvernements des pays du Sahel. La décentralisation (le transfert de pouvoirs de prise de décisions et de ressources du gouvernement central à des administrations élues localement) est donc engagée dans toute la région.

Le programme *Réussir la décentralisation* a pour but de renforcer ces processus dans trois domaines essentiels :

- Renforcement des capacités de la population locale et de ses organisations à influencer les processus de prise de décisions affectant leur vie, aux niveaux local et national.
- Renforcement des capacités des institutions locales, notamment des organismes élus de l'administration, pour leur permettre d'appliquer des procédures inclusives et de responsabilisation dans la gestion des affaires locales.
- Renforcement de la capacité de l'administration centrale à créer un vaste environnement politique qui donne l'autorité et les pouvoirs de décision nécessaires au niveau local, tout en assurant le respect des principes d'équité et de durabilité.

Pour de plus amples informations sur le programme, vous pouvez consulter notre site web [www.iied.org/drylands](http://www.iied.org/drylands) ou nous écrire à IIED, 3 Endsleigh Street, London, WC1H 0DD, Royaume-Uni, email : [drylands@iied.org](mailto:drylands@iied.org)

Production : Eileen Higgins, email : [eileen@eh-design.co.uk](mailto:eileen@eh-design.co.uk)  
Impression : Russell Press, tél : +44 (0) 115 978 4505

ISBN : 1 84369 547 2



**Danida**

